

Reçu le 14/07/2021

Publié le 16/12/2021

La situation linguistique en Azerbaïdjan : enjeux identitaires et actes politiques
The axis of the Azerbaijani language policy in the era of globalization

Mammad İSMAYİLOV^{*1}

¹Université de Azerbaijan, Azerbaijan

Résumé

Les questions linguistiques sont vastes et complexes. Les régimes politiques ont eu des politiques linguistiques aux objectifs distincts et ambigus : la pureté de la langue, la réforme de l'orthographe, la nationalisation des prénoms et des noms de famille, la nationalisation des noms de lieux, etc. au cours des différentes périodes. En Azerbaïdjan, la politique linguistique est souvent présentée comme une intégration, une promotion de la langue azerbaïdjanaise, une valorisation de la langue officielle.

Mots-clés : politique et planification linguistique, langue azerbaïdjanaise, langue officielle, langue nationale

Abstract

Language issues are vast and complex. Political regimes have had language policies with distinctive and ambiguous objectives: the purity of language, spelling reform, nationalization of first names and surnames, the nationalization of the place names, etc. during different periods. In Azerbaijan, the language policy is often presented as an integration, promotion of the Azerbaijani language, a valuation of the official language.

Keywords : language policy and planning, Azerbaijani language, official language, national language

Introduction

La notion de politique linguistique a reçu peu de définitions vraiment définitives. Selon Louis-Jean Calvet, une politique linguistique est la détermination des grands choix en matière de rapports entre les langues et la société. Il décrit l'articulation entre « politique » et « planification » linguistiques en ces termes :

Nous considérons la politique linguistique comme l'ensemble des choix conscients effectués dans le domaine des rapports entre langue et vie sociale, et plus particulièrement

*Auteur correspondant : is_mammed@yahoo.fr

*entre langue et vie nationale, et la planification linguistique comme la recherche et la mise en œuvre des moyens nécessaires à l'application d'une politique linguistique*¹.

Mais il n'est pas le seul à avoir tenté d'expliquer ce concept. En effet, selon Marie Louise Moreau, la politique linguistique est un des niveaux essentiels ou une partie importante de l'aménagement linguistique. Selon cet auteur, le plus souvent, les objectifs de la politique linguistique dépendent d'objectifs plus globaux, à l'échelle sociale toute entière : unification nationale, rapprochements diplomatiques, orientation de l'économie vers un nouveau secteur². Du moins pouvons-nous partager l'idée communément partagée par ces deux chercheurs à savoir que la politique linguistique concerne les efforts officiels visant à modifier le statut relatif et l'usage d'une ou de plusieurs langues. Des politiques linguistiques en tous genres apparaissent ainsi tout au long de l'histoire de l'humanité. En France, en parlant de la politique linguistique les linguistes et sociolinguistes citent l'ordonnance de Villers-Cotterêts en 1539 signée par François 1^{er} pour remplacer la langue latine par la langue française. Même si c'est plutôt après la Révolution française qu'il y a eu des mesures importantes concernant la politique linguistique.

Pour revenir à notre recherche, nous dirons que l'aménagement linguistique est un domaine relativement jeune en Azerbaïdjan et ses fondements théoriques sont loin d'être affermis. Et malgré l'existence d'un organisme d'Etat qui se charge de l'aménagement du statut et surtout du corpus, à savoir la Commission d'Etat de la Langue, les travaux menés par cet organisme ne sont pas bien connus. Néanmoins, on pourrait convenir aujourd'hui que les principes de l'aménagement linguistique en Azerbaïdjan sont de deux ordres :

1. Les principes relatifs à la diffusion et à l'usage des langues
2. Les principes relatifs à l'aménagement linguistique proprement dit.

Dans le deuxième cas, l'étude systématique de la situation est nécessaire. Ensuite viennent l'élaboration d'un plan et la mise en œuvre de la stratégie choisie, ou observée dans les comportements et pratiques sociaux sur le terrain.

Comme on l'aura donc compris, la politique linguistique a donc trait aux efforts officiels visant à modifier le statut et l'usage d'une ou plusieurs langues. Dans une société pratiquement unilingue, la politique linguistique ne s'intéresse habituellement qu'à la définition des normes grammaticales officielles de la langue véhiculaire. Cependant, ce qui est plus compliqué, c'est l'élaboration et l'application dans une société officiellement unilingue avec la présence des minorités nationales et d'une langue coloniale d'une politique linguistique qui définit en même temps le statut des langues officielle, nationale et minoritaire, les normes de la langue officielle. A cet égard, on peut affirmer que l'exemple de l'Azerbaïdjan est assez intéressant pour une politique linguistique compliquée.

Pour le reste, lorsqu'on élabore une politique linguistique, on vise donc à intervenir sur une langue ou sur les langues utilisées dans un pays ou une région. Il peut s'agir soit de fixer

¹Calvet Louis-Jean, *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, 1987, Paris, Payot, p. 154-155.

². Moreau Marie-Louise, *Sociolinguistique : les concepts de base*, 1997, Pierre Mardaga, Liège, p. 230.

l'écriture d'une langue donnée et/ou d'en élargir le lexique, soit de promouvoir telle langue au détriment des autres ou, au contraire, de lui retirer son statut de langue dominante, ou encore de faire respecter un équilibre entre les langues ou les modes d'expression en présence.

Avant d'aller plus loin rappelons-nous tout de même que la présence du terme politique dans l'expression politique linguistique nous rappelle que, c'est également une affaire d'Etat. Et dans ce cas, il y a, certes, des questions centrées sur des problèmes liés à la langue, par exemple, l'aménagement de la langue nationale, le statut des langues, l'enseignement des langues. Et la terminologie linguistique. Mais, il faut surtout retenir qu'il y a un nombre beaucoup plus important d'activités dont certains aspects seulement sont linguistiques. Par exemple, la normalisation terminologique, la négociation, la circulation de documents techniques, les besoins linguistiques des clients. Tous ces actes et phénomènes font partie de la planification linguistique qui est la forme concrète de la politique linguistique, expression utilisée de la manière générale.

Ce qu'on retiendra de tout ce qui précède et que nous relevons beaucoup aujourd'hui un certain nombre de termes et d'expressions qui signifient plus ou moins l'intervention étatique dans le domaine linguistique, on se souviendra, dans cet ordre d'idées, de : la politique linguistique, la planification linguistique, l'aménagement linguistique, la normalisation linguistique, etc. En reliant plusieurs auteurs, nous pouvons dire que la multiplicité des termes peut également servir à semer des confusions. Nous pensons que l'idée est plutôt de choisir les expressions exactes d'une manière coordonnée afin de pouvoir englober toutes les interventions linguistiques officielles. Nous insistons sur le caractère officiel d'une politique linguistique liée à l'Etat car le pouvoir politique est nécessaire pour son application. Dans le cas contraire, une politique linguistique ne constitue que des revendications et ne passe pour ainsi dire jamais au stade de la planification. Ainsi, nous pensons qu'une intervention sur la langue est composée de deux étapes qui se concrétisent dans un enchaînement logique et qui va dans le sens de :

1. Politique linguistique

2. Planification linguistique

1. La politique linguistique constitue tous les objectifs et orientations officiels dans le domaine linguistique, l'ensemble des projets sociolinguistiques. C'est donc en quelque sorte le domaine lui-même.

2. La planification linguistique représente la deuxième phase, la plus importante de l'intervention linguistique. C'est l'élaboration et la mise en œuvre des mesures dans le domaine linguistique.

En rapprochant les deux, on obtient le tableau-synthèse suivant :

1. Politique linguistique

2. Planification linguistique

- Orthographe – Néologie - Normes
- Statut de(s) la langue(s) - Diversité linguistique - Enseignement des langues

- Anthroponymie - Toponymie - Terminologie

L'enjeu politique de la langue est donc très important pour une société. Dans le contexte de la mondialisation actuelle, la langue et la politique sont, une fois de plus, intimement liées. Les Etats, grâce à leur intervention politique sur les langues, ont permis à certaines langues, comme l'hébreu israélien par exemple, de survivre ou de s'adapter à la modernité et aujourd'hui ils élaborent des plans d'intervention linguistique afin de conserver les champs d'application réservés à leurs langues nationales et officielles. Rappelons également que les politiques linguistiques sont rarement faites de décisions purement linguistiques, notamment lorsqu'il s'agit de planifier le statut d'une des langues présentes sur un territoire. Les sociolinguistes sont donc en position de médiateurs : ils sont obligés d'adapter l'argumentation scientifique à la conjoncture politique. La politique linguistique azerbaïdjanaise se réalise en deux destinations qui comprennent également plusieurs axes :

1. L'intervention nationale qui concerne principalement la langue officielle et les langues minoritaires,
2. L'intervention à l'échelle internationale ou plutôt à celle de la région concerne la contribution de l'Azerbaïdjan au sein de la Turcophonie et son assistance aux minorités azerbaïdjanaises vivant dans d'autres pays.

La dernière configuration se réalise également sous forme de collaboration avec les gouvernements des pays respectifs, comme la Géorgie, par exemple. En général, les mesures de la politique linguistique en Azerbaïdjan visent donc plusieurs objectifs en même temps :

- Rendre plus azerbaïdjanais ou turc le vocabulaire de la langue en éliminant les éléments étrangers,
- Enrichir la langue officielle, l'azerbaïdjanais, afin de pouvoir exprimer les sciences et la technologie,
- Adapter les emprunts aux règles phonétiques et orthographiques de la langue azerbaïdjanaise,
- Utiliser principalement la langue azerbaïdjanaise dans les medias, la télévision, la radio et dans l'édition.

Un axe très important de la politique linguistique en Azerbaïdjan indépendant consiste aussi à intervenir sur le lexique afin de protéger et également enrichir la langue officielle. Sous l'égide de l'Union soviétique, la langue azerbaïdjanaise a massivement emprunté à la langue russe. Dans toutes les républiques nationales, le développement des langues locales se réalisait à l'aide du russe. Cette langue impériale était à la fois une langue prêteuse et une langue intermédiaire pour l'azerbaïdjanais. En tant que langue prêteuse, le russe a transmis à la langue azerbaïdjanaise une partie des emprunts, des mots d'origine slave. Ces mots gardent leur prononciation et l'écriture comme dans la langue russe. En tant que langue intermédiaire, le russe a transmis à la langue azerbaïdjanaise les mots qu'il avait empruntés à d'autres langues, surtout celles de l'Europe occidentale. Ces mots se prononcent et s'écrivent selon les règles de la langue russe. Après l'indépendance en 1991, la politique linguistique mise en œuvre par l'Etat azerbaïdjanais a tenté de remplacer les mots d'origine slave et russe par les mots

autochtones ou empruntés aux autres langues turciques, surtout au turc de Turquie afin de se débarrasser de l'influence coloniale de la langue russe en allant chercher du côté de ses racines grâce à ce rapprochement avec les autres langues turcophones. Ce processus d'emprunts massifs au turc de Turquie se fait automatiquement grâce à des échanges dans plusieurs domaines notamment économiques et commerciaux, scolaires et universitaires, culturels et politiques menés entre les deux Etats.

Un autre point aussi important quant à la créativité lexicale dans la langue azerbaïdjanaise est le caractère spontané des emprunts aux langues occidentales surtout à l'anglais. Le sous-développement de la lexicographie rend très difficile et même impossible l'uniformité des termes utilisés dans les médias et dans la vie quotidienne. Le lexique se trouve donc au centre des préoccupations de la politique linguistique en Azerbaïdjan et les journaux quotidiens publient souvent les points de vue des linguistes concernant les emprunts, leur écriture et leur prononciation. C'est dire donc que les opinions divergent concernant l'adaptation des éléments étrangers à la langue azerbaïdjanaise.

Par ailleurs, le pays se trouve dans un contexte régional très complexe. Cette complexité concerne également les conditions historiques et actuelles des minorités nationales dans la région et en Azerbaïdjan. Ces minorités sont, en effet, dispersées dans plusieurs pays de la région ; une situation où elles sont souvent utilisées par certains pays afin de faire pression sur les régimes politiques. Une autre source de complication est le fait que les minorités azerbaïdjanaises se trouvant également en Iran, en Russie, en Géorgie, sans parler de l'Arménie qui, jusqu'à l'éclatement du conflit du Haut-Karabagh, comptait une minorité azerbaïdjanaise assez importante. Concernant les minorités nationales, la question est très délicate et sensible pour cette région qui a connu des conflits et affrontements ethniques tout au long du XXe siècle. D'ailleurs, ce n'est pas une trouvaille de dire que le séparatisme ethnique constitue le danger essentiel pour tous les pays du Caucase. Dans la plupart des conflits régionaux, nous pouvons constater également le problème linguistique et culturel qui accentue encore les revendications des minorités. En effet, ce sont la politique nationale de Lénine et le gouvernement de Staline qui créent les frontières ethno-historiques artificielles du Caucase du Sud mais également de l'Asie centrale même si l'on doit reconnaître qu'on connaît dans cette grande zone, au moins un pays ethniquement homogène, à savoir l'Arménie. Le résultat de cette division fait que nous avons la Géorgie avec les minorités arméniennes à Javakhk, au sud-ouest de la Géorgie à la frontière avec l'Arménie et les minorités azerbaïdjanaises à Kvemo-Kartli, sud-est de la Géorgie à la frontière avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan, sans compter les régions minoritaires de l'Abkhazie et de l'Ossétie prorusse. Nous avons également l'Azerbaïdjan avec plusieurs minorités installées pour chaque fois à la frontière avec la coethnie majoritaire. Ces derniers possèdent une langue proche du persan. Ces régions représentent pour chacun des pays une source constante d'anxiété et de conflit potentiel, ce qui rend incontestablement la situation instable.

L'équation « une langue, une nation » a largement fait ses preuves au XIXe siècle. Elle reste aujourd'hui encore très efficace, comme l'a montré, entre autres, l'éclatement de l'ex-Yougoslavie qui a conduit à une disjonction linguistique entre ses ressortissants. En effet, le processus identitaire est nouveau et très complexe en Azerbaïdjan. Privé pendant longtemps

d'un Etat national, le peuple azerbaïdjanais a déclaré la première indépendance au début du XXe siècle. Le sentiment religieux est donc plus ancien que le sentiment national dans ce pays où, malgré tout, des peuples d'origine différente appartenant à plusieurs religions ont vécu pendant des siècles sans conflit, ni problème majeur. La langue apparaît, on le sait, comme une composante essentielle de l'identité de la plupart des Azerbaïdjanais. Pourtant, ils considèrent la culture, notion générale comprenant également la langue, comme l'élément principal qui constitue l'essence même de l'identité du pays. En effet, c'est autour de la culture que les différentes ethnies présentes en Azerbaïdjan se réunissent et retrouvent une certaine harmonie même si cette culture comprend plus d'éléments communs avec les autres nations turques qu'avec ces groupes ethniques locaux. Nous pouvons citer l'exemple de la fête de Novrouz qui annonce l'arrivée du printemps, appelée en même temps fête du printemps, célébrée pareillement en Iran et en Turquie. Cette fête est aussi célébrée par plusieurs minorités nationales en Azerbaïdjan. Après l'accession du pays à l'indépendance, ses dirigeants sont confrontés à une double tâche : ils doivent non seulement promouvoir la langue du groupe ethnolinguistique le plus important numériquement au détriment des langues dites minoritaires, ce qui constitue la politique traditionnelle de tout jeune Etat-nation, mais également la substituer au russe, qui était jusqu'alors la langue dominante. Cette double tâche est très complexe à mener de front, puisqu'il faut, dans la pratique, que les représentants de l'Etat, qui ont été majoritairement formés en russe, deviennent les prescripteurs de la nouvelle politique linguistique.

Dès l'accession à l'indépendance, les autorités azerbaïdjanaises ont également cherché à renforcer la position de l'azerbaïdjanais en tant que langue d'enseignement. Bref, la politique officielle visant à favoriser le développement de la langue nationale et en même temps à rendre plus rapide et efficace l'intégration des groupes minoritaires, l'école va remplir donc tout naturellement la fonction de former des citoyens du pays doté d'une nouvelle langue officielle. Pour le reste, force est de constater qu'aujourd'hui plus que par le passé, nous constatons d'importants bouleversements dans un tout autre domaine de la langue, l'onomastique. Les pratiques onomastiques qui connaissent d'importants déplacements au fil des activités humaines constituent donc un objet de recherche privilégié pour les sciences du langage. Ces opérations de dénomination et de redénomination des personnes, des populations, des lieux et des langues sont certes, des processus permanents, qui apparaissent à la fois comme reflets et producteurs de pratiques sociales. L'accélération de ces opérations anthroponymiques et toponymiques, ces dernières années, sur plusieurs continents semble ainsi s'expliquer par la coïncidence d'un certain nombre de facteurs d'ordre socioculturel, historique et politique. L'éclatement des Etats-nations et des fédérations a provoqué des restructurations géopolitiques et des repositionnements identitaires, dans lesquels les noms interviennent en tant que puissants moyens d'identification et de reconnaissance sociales. Ce type d'intervention linguistique a connu un engouement exceptionnel tout au début de l'indépendance, mais l'idée de la nationalisation anthroponymique et toponymique continue de conserver une certaine actualité dans les milieux intellectuels.

Bibliographie

- BOYER H (1996), « *Eléments de sociolinguistique* », Paris, Dunod,.
- CALVET L-J, 1999, *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Paris, Hachette Littératures.
- CƏFƏROV N, 2001, « Azərbaycan: Dil, ədəbiyyat və mədəniyyət. »- B.: Bakı Universiteti,.
- FISHMAN J A,1971, *Sociolinguistique* , Paris, Nathan et Bruxelles, Labor.
- LABRIE N,2001, « *Politique linguistique ou action politique ? Questions de méthodologie* », dans Nelde, P. et R. R. Schjerve (dir.), *Plurilingua : Minorities and Language Policy*, Bruxelles, Asgard Verlag, 2001.
- LECLERC J, 1992, *Langues et société*, 2e édition, Laval, Mondia, .
- QƏRİBOVA J, 2006, «*Dil siyasəti və dil quruculuğunun obyektı, subyektı və mərhələləri.* », Elmi Xəbərlər. Azərbaycan Dillər Universiteti., N°5, s. 19-25.
- RƏCƏBLİ Ə, 1993, *Dil, şüur, cəmiyyət, tarix.* Bakı, Azərbaycan Dövlət Nəşriyyatı.
- VEYSƏLLİ F Y, 2004, *Dil, cəmiyyət və siyasət* , Bakı. “Mütərcim”.
- XUDİYEV N,1997, *Heydər Əliyev və Azərbaycan dili*, Bakı.